

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4495 - Vendredi 03 Novembre 2023 - Prix : 200 Fc

DIASPORA :

Quelle stratégie pour la mobilisation de la diaspora



Participants à l'atelier sur la diaspora

JOURNÉE DES NATIONS-UNIES :

La paix et la cohésion sociale au cœur de l'évènement

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

20 Rabioul Thani 1445

**Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Novembre 2023**

Lever du soleil:

05h 37mn

Coucher du soleil:

18h 07mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 55mn

Ansr : 15h 22mn

Maghrib: 18h 10mn

Incha: 19h 24mn



DÉVELOPPEMENT LOCAL

10 statistiques pour les 10 ans de Dahari !

L'ONG Dahari fête son 10ème anniversaire en cette année 2023 ! Une décennie d'engagement en faveur des populations rurales et de la biodiversité des Comores. Pour marquer cette étape, ils ont sorti 10 statistiques qui représentant l'évolution et l'impact de Dahari de 2013 à 2023.

L'ONG Dahari est une ONG comorienne créée en février 2013. Ils ont comme mission de créer des paysages durables et productifs avec les communautés comoriennes. Ils mettent en œuvre des projets visant à restaurer les terres et forêts dégradées aux Comores et à préserver les rivières et les écosystèmes marins tout en améliorant les conditions de vie de la population. Pour cette année 2023, elle fête son 10e anniversaire. Le co-directeur de l'ONG montre que la croissance est importante grâce à la collaboration des uns et des autres. « La première année de Dahari n'a pas été facile. Avec seulement 67 000 € de financement, les 15 employés ont dû accepter des salaires réduits pour aider l'ONG à démarrer. 10 ans plus tard, Dahari compte 64 salariés et

atteint un budget annuel de 780 000 €. Un grand merci à tous nos donateurs qui ont permis ce développement mais surtout aux trois donateurs clés de cette période : l'Union européenne, la Darwin Initiative du gouvernement britannique et le Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) », explique Misbahou Mohamed. Au total, l'ONG a signé des conventions avec 67 partenaires techniques et financiers depuis 2013 (certains à plusieurs reprises) et selon lui, ces différentes collaborations ont été la clé de son succès. « Nous avons eu la chance d'être soutenus par des institutions de renommée internationale ainsi que par des partenaires nationaux fidèles », précise-t-il.

Depuis sa création, l'ONG Dahari cherche à promouvoir et développer des technologies agroécologiques productives et innovantes qui agissent comme moteur économique pour la récupération des écosystèmes terrestres et marins comoriens. Depuis, plusieurs programmes ont été mis en place pour soutenir les agriculteurs. Avec 10 000 agriculteurs accompagnés depuis 2013, 2 750 planteurs d'arbres

accompagnés depuis 2017 et 1 300 pêcheurs accompagnés depuis 2016, l'ONG Dahari compte au total 75 000 bénéficiaires directs dont des familles. « En collaboration avec ces bénéficiaires nous avons procédé à la plantation de 420 000 arbres, dont 200 000 boutures à croissance rapide. Ces arbres sont plantés par les agriculteurs dans leurs champs selon une approche participative. Résultat, un taux de survie de 72% après un an », rappelle-t-il. Et d'ajouter : « Nous avons aidé les agriculteurs à planter 280 000 semences de cultures vivrières (bananes, manioc, ignames, tarots, patates douces). Les agriculteurs continuent de les multiplier, contribuant ainsi à leur autonomie pour améliorer la productivité ».

Depuis 2013 jusqu'à aujourd'hui, l'ONG a déjà protégé 228 hectares de récifs par des mesures de gestion locales (permanentes ou temporaires) grâce à une augmentation progressive du nombre de pêcheurs engagés dans des initiatives en tant que membres d'associations (de 58 en 2016 à 501 en 2023). « Nous sommes fiers de nos résultats et de notre impact ces dix dernières années,



mais nous sommes également conscients que nous sommes encore loin d'atteindre notre objectif : la restauration des écosystèmes des Comores avec les communautés rurales. Cependant, nous sommes convaincus – grâce à notre plan stratégique publié début 2022 et à l'évolution ultérieure de nos trois programmes forestiers, agroforestiers et marins – que le meilleur est devant nous. Au lieu de nous satisfaire des succès passés, nous sommes en train de revoir toutes nos interventions pour les remodeler et les améliorer et garantir un plus grand impact », indique-t-il.

Et d'enchaîner : « Dix ans après sa création, Dahari est devenu une institution forte grâce à une équipe solide et soudée, un Conseil d'Administration remarquable, et des relations de confiance depuis nos villages d'intervention jusqu'au niveau international. Cet ancrage institutionnel est peut-être la plus grande réussite de Dahari, et nous entendons capitaliser sur cette réussite pour faire une différence significative en matière de restauration des écosystèmes aux Comores au cours des 10 prochaines années ».

Ibnou M. Abdou

FOOTBALL

Une vingtaine de techniciens de Mohéli en formation de licence D

Une formation de 8 jours destinée aux entraîneurs des équipes de D3 et des jeunes se tient à Fomboni du samedi 28 octobre au samedi 4 novembre. C'est une

initiative de la confédération Africaine de Football (CAF) mise en œuvre par la Fédération de Football des Comores (FFC) pour renforcer la capacité des entraî-

neurs des équipes de troisième division ainsi ceux des jeunes à intégrer la CAF coaching à l'issue de leurs obtention de licence D.

Remettre les entraîneurs comoriens sur les rails pour intégrer la CAF, c'est une priorité pour la FFC. À Mohéli, une semaine (du samedi 28 octobre au samedi 4 novembre), 27 entraîneurs composés majoritairement de techniciens de troisième division, et des jeunes ambitieux du domaine de football suivent une formation de coaching pour la licence D à la salle multifonctionnelle de Fomboni. Il s'agit d'une nouvelle perspective de la CAF, mise en œuvre par la fédération.

La formation a été ouverte par le directeur technique national (DTN) Ayouba Moussa, accompagné du président de la Ligue Régionale de Football de Mohéli, Noursane Bacar Mchinda. L'objectif principal est de permettre à ces entraîneurs de renforcer leurs compétences et leurs connaissances afin de former des joueurs de qualité et élever le niveau de jeu. « Nous avons pris l'engagement de former les entraîneurs car le besoin se fait sentir dans le pays » explique le directeur technique national.

La première journée a été marquée par des sessions théoriques, couvrant divers aspects de jeux de foot, de la tactique à la gestion de l'équipe en passant par la psycholo-

gie sportive. « La formation des entraîneurs à la licence D Caf est une formation que j'ai commencé à mener depuis Ngazidja, puis à Anjouan et maintenant c'est au tour de Mohéli. Les bénéficiaires auront maintenant les possibilités de rehausser le niveau de jeux, pour avoir le profil requis pour les compétitions inter clubs africaines » Souligne Ayouba Moussa.

À la deuxième journée, l'accent a été mis sur le volet physique un facteur crucial pour les entraîneurs et leurs équipes. La CAF à travers la FFC exige une mise à niveau des techniciens et des entraîneurs.

Riwad



SOCIÉTÉ

La sorcellerie une affaire qui marche dans le football !

Le football comorien a toujours été rimé avec sorcellerie, à Ngazidja plus qu'ailleurs. Ces derniers temps, le phénomène dépasse l'entendement jusqu'à faire dire à un célèbre président de club, « vaut mieux avoir un bon sorcier qu'un bon joueur ». Cette formule restée célèbre.

Il y a moins de deux semaines, le champion de Comores en titre Djabal FC s'est vu retirer deux points au classement après avoir été jugé coupable de pratique de sorcel-

lerie dans son match contre Etoile des Comores. En effet, le gardien remplaçant de Djabal FC le bien nommé, Taoufik Abdouroihim aurait été surpris en possession d'une pièce métallique (Bwara) assimilée à de la sorcellerie. C'est pourquoi la Commission d'Homologation et de Discipline de la ligue décide que « le nommé Taoufik Abdouroihim n°30 de l'équipe FC Djabal écope d'une suspension de trois matchs et d'une amende de vingt-cinq mille francs (25 000 FC) ». Et la Commission de

continuer : « Pour FC Djabal : un retrait de deux points au classement général avec une amende de cent mille francs comoriens (100 000 FC) ».

Pour prendre cette décision, la CHD s'est appuyée apparemment sur les dispositions de l'article 307 al.a. « Pour le joueur et le responsable de club : une suspension de trois (3) matchs et une amende de vingt-cinq mille francs comoriens (25 000kmf) et celui de l'a.c pour le club du fautif : un retrait de deux (2) points au classement général pour

les matchs de championnat et la perte du match par forfait pour les matchs à élimination directe. La sanction du club sera assortie d'une amende de cent mille francs comoriens (100 000kmf) ».

Pas plus tard que lors de la cinquième journée, un incident lié à ces pratiques de sorcellerie a émaillé la rencontre entre Volcan Club et Atomic Ngome de Ntsudjini. Si les faits ne sont pas encore avérés, le club de Ntsudjini a saisi les instances pour avoir gain de cause. « Par le présent courrier,

le club Atomic Ngome de Ntsudjini vient auprès de votre bienveillance avec cette lettre pour appuyer notre réserve technique contre la présence de la sorcellerie pendant le match entre Atomic Ngome de Ntsudjini et Volcan Club de Moroni » en s'adressant à la Commission d'Homologation et de Discipline de la ligue de Ngazidja.

Imtiyaz

DIASPORA :

Vers la validation de la stratégie de mobilisation de la diaspora

Pour valider la stratégie de mobilisation de la diaspora, le commissariat en charge de la diaspora en partenariat avec Expertise France a convié les parties prenantes dans un atelier d'échanges. Cette stratégie va servir de tableau de bord pour accompagner les activités, les initiatives de la diaspora à la fois entrepreneuriales et estudiantines.

Le commissariat en charge de la diaspora, en partenariat avec l'agence Expertise France a organisé un

atelier de deux jours à Moroni (du 1er au 02 novembre) pour valider la stratégie de mobilisation de la diaspora. Ce document essentiel a pour but de promouvoir l'engagement de la diaspora comorienne en faveur du développement du pays. Selon le commissaire à la diaspora Abdoussalam Issa, cette rencontre fait suite à un atelier d'échange organisé l'année dernière qui consistait à écrire l'ébauche de cette stratégie. « Nous avons regroupé toutes les parties prenantes, et toutes les structures dont les ministères de l'intérieur et des affaires étrangères. Nous

avons réfléchi sur les axes et la vision de cette stratégie. Aujourd'hui, nous allons encore rediscuter sur ce document. Les axes, les activités que nous avons proposées, la mise en place d'un cadre de coordination interministériel pour accompagner et gérer la diaspora comorienne. Si les discussions évoluent très bien nous finirons par la validation technique », souligne-t-il.

Cette stratégie va servir de tableau de bord pour accompagner les activités, les initiatives de la diaspora à la fois entrepreneuriales, estudiantines et la diaspora

d'ici et d'ailleurs. « La diaspora est une question transversale. Beaucoup d'institutions travaillent sur la question. On ne peut pas gérer uniquement la diaspora au niveau du commissariat du ministère des affaires étrangères. Il y a des préoccupations qui devraient être gérées, organisées et accompagnées par d'autres institutions ministérielles, d'autres organisations de la société civile. Cela nous permet également de réunir les parties prenantes, pour se mettre d'accord sur l'élaboration de ce document et que chacun en ce qui le concerne

essaie de mettre en pratique les pistes qui lui sont effectivement dédiées», précise-t-il.

Selon lui, cette stratégie sera projetée vers 2030. « Dans le long terme, l'idée est de maîtriser cette stratégie de gestion et d'accompagnement de la diaspora comorienne pour que cette dernière intervienne dans le développement productif du pays. Le pays occupe la 3e place en Afrique en matière de transfert de fonds. C'est une manière de drainer ces fonds dans l'investissement productif », conclut-il.

Andjouza Abouheir

JOURNÉE DES NATIONS-UNIES :

La paix et la cohésion sociale au cœur de l'évènement

L'Union des Comores a célébré hier jeudi la journée des Nations-Unies, jour d'entrée en vigueur de la charte des Nations-unies. La paix et la cohésion sociale au cœur de l'évènement.

Comme chaque 24 octobre, le monde célèbre la journée des Nations unies, jour d'entrée en vigueur de la charte de l'ONU en 1945. Aux Comores, l'évènement a été célébré hier jeudi 02 novembre au siège des Nations unies. Cette célébration a vu la présence des chefs des agences en poste à Moroni, des autorités comoriennes à l'instar du secrétaire général du gouvernement, du ministre des affaires étrangères, du commissaire général au plan, etc. Il a été démontré qu'avec ce qui se passe dans le monde, il est aujourd'hui crucial et urgent pour tous les pays de se rassembler afin de tenir la promesse de faire de la planète un monde meilleur.

Dans son allocution, le coordinateur résidant des Nations Unies, François Batalingaya a rappelé les valeurs de la charte de l'Onu, ce traité qui codifie les principes fondamentaux des relations internationales, de l'égalité souveraine des Etats à l'interdiction de l'usage de la force. C'est ce qu'il appelle la préservation du fléau de la guerre, d'où la paix et la cohésion. « Même si nous traversons une crise existentielle, les Nations-Unies restent toujours une organisation d'actualité, à cause du travail que vous faites. Nous tous, nous sommes concernés », lance-t-il.

Le thème choisi est « œuvrer pour la paix et la cohésion sociale, et impulser les progrès vers l'atteinte des ODD. » Ce thème est important aux Comores, car d'ici quelques mois, le pays s'apprête à rentrer dans une phase électorale. « Durant cette période, il faut que chacun de nous joue son rôle, de maintenir cette cohésion. Je vous



Journée Porte Ouverte NU.

demande à tous de faire en sorte que le vivre ensemble qui a toujours caractérisé les comoriens, reste toujours d'actualité », plaide-t-il, tout en réitérant quelques expressions de sa tribune parue dans les journaux. « Au moment où le peuple comorien se prépare à élire en janvier 2024 son prési-

dent et ses gouverneurs des îles, il est primordial que ces élections se déroulent de manière à préserver la paix dans toutes ses formes... ».

De son côté, le ministre des affaires étrangères Dhoiher Dhoulkamal a appelé à croire à la paix et à la nécessité de la préserver. « Le chef de l'Etat avait souli-

gné que la richesse dont les Comores disposent c'est la paix et la stabilité. La cohésion nous y arriverons, car le vivre ensemble est très important. Nous allons faire l'effort pour cette cohésion », promet-il.

Présent à cet évènement, le commissaire général au plan Fouad Goulam a réitéré l'engagement de la charte des Nations Unies. Cette journée est planétaire, d'ailleurs, le deuxième pilier des ODD est la paix. « La paix nous réunit. La cohésion nationale, c'est un mot cher pour les Comores. Nous avons connu le séparatisme. La cohésion sociale est un mot que nous allons défendre tous les jours par rapport à ces problématiques planétaires et par rapport aussi à ce que nous devons défendre ici aux Comores », renchérit-il.

Andjouza Abouheir

ELECTIONS DES GOUVERNEURS 2024:

Who is Mohamed Soilihy, candidat de Juwa à Anjouan ?



Ce médecin généraliste de 54 ans est un proche de l'ancien président Ahmed Abdallah Sambi et du gouverneur déchu d'Anjouan Salami Abdou Salami. Il était, entre 2016 et 2017, le commissaire aux finances de ce dernier.

Les militants du parti Juwa, du moins la tendance Sambi, favorable aux élections de 2024, ont choisi par le biais des grands électeurs leur candidat à Dar Nadja, le siège du gouvernorat d'Anjouan. Contrairement au candidat à la présidentielle, méconnu au sein du parti Juwa jusqu'au week-end dernier, Mohamed Soilihy est une figure bien connue à Anjouan pour avoir été commissaire aux finances entre 2016 et 2017 quand le gouverneur déchu, Salami Abdou, était encore aux affaires.

Né en 1969 à Madagascar, Mohamed Soilihy est contraint de rentrer aux Comores alors il n'a que 8 ans en 1977 pendant le « kafa la Mdjangaya » (massacre de Majunga ou rutaka), du nom de cette tuerie de Comoriens de Majunga qui aurait fait plus de 500 morts et entraîné le départ de plus de 15 000 personnes d'origine comorienne. Il fait le primaire, le collège ainsi que le lycée à Moroni. En 1989, il décroche son BAC D au lycée Said Mohamed Cheikh. La même année, il est

retourné dans sa ville natale de Majunga. Il intègre l'université de ladite ville et suit des études de médecine générale qu'il achève en 1999. Pendant ses études, il fera la connaissance de Salami Abdou Salami, 5 ans son cadet, qui viendra étudier la même filière dans la même université.

Mais surtout, pendant son séjour à Majunga, l'étudiant Mohamed Soilihy fait la connaissance d'un certain Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, un homme d'affaires prospère qui vient souvent dans la deuxième ville de la Grande île où il détient des entreprises de fabrication de matelas et de parfums. Se sentant chez lui à Majunga, Mohamed Soilihy y exerce pendant 7 ans, jusqu'en 2007 où il a dû faire (ou refaire ?) ses valises pour rentrer aux Comores afin d'intégrer l'hôpital de Domoni (Anjoua) qui a fait appel à lui. En 2010, il ouvre son cabinet à Mpajé (Mutsamudu) et détient également une clinique à Domoni.

Marié et père de 6 enfants, Mohamed Soilihy entretient une relation de confiance

avec Sambi et Salami. Il est membre fondateur du plus grand parti du pays, le Juwa, dont Ahmed Abdallah Mohamed Sambi, président de la République de 2006 à 2011, est le président d'honneur. En octobre 2018, alors que le gouverneur d'Anjouan Salami Abdou Salami a compris que son plan d'organiser une manifestation pacifique pour s'opposer à la réforme constitutionnelle engagée par le pouvoir central a été mis en échec, il nomme Mohamed Soilihy au poste de secrétaire général du gouvernorat. Celui qui est sur le point de se rendre aux autorités judiciaires veut s'assurer que le pouvoir insulaire soit entre de bonnes mains pendant son empêchement. Hélas, la Cour suprême en décide autrement. Elle invalide l'acte de nomination et maintient le secrétaire général historique, le traître Abdallah Mohamed. Aussi bien que Salami, Mohamed Soilihy n'a plus que ses yeux pour pleurer face à la fonte comme neige au soleil de ses espérances.

TM

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable de Passation de Marché (RPM) du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 03 Novembre 2023

1. Contexte:

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de 5 millions de dollars US de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Responsable de Passation de Marché (RPM).

2. Missions du Responsable de Passation de Marché

Sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, et en étroite coordination avec le Responsable Administratif et Financier du projet, le RPM a pour missions principales la

programmation, l'organisation, la supervision et le contrôle du processus de passation des marchés du projet, avec préparation de tous les documents y afférents. Elles sont réparties comme suit:

- * Assure le suivi de l'utilisation des biens et des services fournis par le Projet, en élaborant et tenant à jour les rapports sur l'utilisation et le fonctionnement des équipements mis à la disposition des diverses composantes du Projet et veillant à ce que leur maintenance soit effectuée selon les méthodes efficaces et économiques.

- * Veille au respect des accords avec l'IDA et notamment à l'application des dispositions de passation de marchés inscrites à l'AF, ceci à tous les stades des acquisitions de biens et de services, de l'exécution des travaux et de missions de consultants ;

- * Appuie le RAF chaque fois que nécessaire dans sa responsabilité de veiller à ce que les montants des paiements aux prestataires soient conformes aux termes du contrat/marché

- * Assure la programmation des marchés y compris la responsabilité de la gestion du STEP.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Responsable de Passation de Marché (RPM), les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / **Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste** » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57, ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs:

directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le RPM doit avoir au moins un BAC+4 en ingénierie, génie civil, économie ou gestion, passation de marchés, ou équivalent. Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la passation des marchés. Avec des bonnes connaissances des procédures de l'IDA ou d'autres institutions financières internationales, Bonnes capacités rédactionnelles, Bonne maîtrise de la langue française (oral et écrit) et des outils informatique (en particulier MS Word).

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous pli fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste du Responsable de Passation de Marché (RPM)**.

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Appel à candidature pour le recrutement d'un Responsable Administratif et Financier du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 03 Novembre 2023

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de 5 millions de dollars US de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes:

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Responsable Administratif et Financier.

2. Missions du Responsable Administratif et Financier

Sous la responsabilité du Coordonnateur de projet, le RAF assure la supervision de la gestion administrative, comptable et financière du PRRC:

- * Veille au respect et à l'application des procédures administratives et financières applicables ;

- * Effectue le suivi des utilisations du compte spécial ouvert ;

- * Supervise la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

- * Suit le dénouement et la validité des cautions reçues ;

- * Fournit les données financières nécessaires à la préparation du Budget et plan d'activités annuels (PTBA);

- * Etablit les demandes de réapprovisionnement de fonds adressées à la BM ;

- * Supervise la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

- * Vise les entrées et les sorties de fonds des comptes bancaires ou des caisses ;

- * Etablit le plan budgétaire et le plan de trésorerie ;

- * Contrôle la conformité des dépenses : éligibilité, disponibilité du budget, justifications ;

- * Assiste le COR lors des séances de la commission d'attribution des marchés ;

- * Vise toutes les opérations de décaissements, en particulier le paiement des décomptes et des factures ;

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Responsable Administratif et Financier, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / **Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste** » BUREAU DATUH/Moroni - Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57,

Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs : directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le RAF du PRRC doit être un/e expert/e Administratif et Financier, avec au minimum un diplôme de Master en finances et comptabilité, et avec une expérience professionnelle de minimum de cinq (5) ans et avoir occupé des postes de responsabilités similaires. Avec une bonne connaissance de la gestion des finances publiques et de la tenue d'une comptabilité dans les projets de bailleurs de fonds. La maîtrise du système comptable applicable aux Comores – SYSOCHADA et des connaissances aux procédures de gestion financière, de décaissement des projets de développement financés par les bailleurs internationaux

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous pli fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de Responsable Administratif et Financier**.

LIBRE OPINION

"Visionnaire, Défenseur de la Foi et de la Liberté"

Said Mohamed Abdouroihmane, également connu sous les noms de Fundi Sayyidi Mhamadi, Cadhu Sayyid Mhamadi, Cadhu'l Cudhwat Sayyid Mhamadi et Mufti Sayyid Mhamadi, était une figure multi-dimensionnelle dans l'histoire des Comores. Né en 1912 à Hahaya dans la région d'Itsandra-Hamanvu, il provenait d'un héritage mixte, sa mère étant originaire de Hahaya et son père de Ntsoudjini et Mbéni.

Il a reçu une éducation coranique de base à Hahaya et Mbéni, puis a poursuivi son enseignement théologique à Zanzibar à l'âge de 17 ans, où il a étudié diverses disciplines. Il a été désigné cadi de Pemba par Alhabib Omar Bin Sumayth, qui était Moufti de Zanzibar en 1939, d'où son voyage aux Comores pour rendre visite à sa mère et lui annoncer la bonne nouvelle. En 1939, alors que la Seconde Guerre mondiale éclatait, il choisit de rester aux Comores. D'ailleurs, il était sur le point d'être enrôlé et envoyé au front. Mais grâce au Prince Said Ibrahim, il a été enlevé des "vagabonds", terme utilisé pour désigner les engagés.

Pendant l'autonomie interne, c'est lui suite à la révolution zanzibarite qui mettait fin en 1964 à 200 ans de domination d'une élite arabophone, qui ait proposé au Président Said Mohamed Cheikh de rapatrier Alhabib Omar bin Sumayth aux Comores et par la suite nommé le Moufti des Comores.

Moufti n'était pas qu'un religieux. Il n'était donc pas étonnant de le voir à la tête du cortège d'une manifestation en soutien à la grève des lycéens de 1968 réclamant leur libération après que ces derniers, retenus contre leur gré au sein du lycée, l'aient adressé un message

pour dénoncer leurs conditions de rétention.

Il a prononcé une brève allocution après le Président Ahmed Abdallah à la chambre des députés lors de la déclaration unilatérale de l'indépendance des Comores. Auparavant, quand les différents chefs de partis et guides politiques se sont réunis pour décider que la seule voie était l'indépendance, ils se sont consentis d'adresser un courrier à ce sujet, qu'est le projet d'indépendance, au Haut-commissaire de la république. Mais ironie du sort, personne n'osait transmettre ce courrier, avec un sujet hautement sensible à l'époque. Il l'a pris et l'a transmis en main propre. C'était le prélude au niveau local du processus.

Il a ainsi joué un rôle important dans le processus d'accession à l'indépendance et même après, car en tant que Moufti, il osait se confronter au gouvernement quand il estimait agir pour l'intérêt général. C'est pour cela qu'il a osé défier le mercenaire Bob Denard après l'assassinat du président Ahmed Abdallah par ces termes : 'Creuse une seconde fosse pour m'enterrer moi aussi, mais le président ne sera pas enterré dans cette fosse sans suivre les rites musulmans'.

Il était également un membre éminent du 'Majmuw Al Fiqh', le grand conseil juridique islamique en Arabie Saoudite, où il a émis de nombreux avis juridiques, notamment ceux relatifs à la planification familiale et au don d'organes. Son implication dans des sujets aussi cruciaux témoigne de sa volonté d'appliquer les principes de l'Islam aux enjeux contemporains, tout en respectant les valeurs et les besoins de la communauté. Cette contribution renforce son statut en tant que leader religieux influent, dont les enseignements et les avis ont eu un impact notable tant au niveau local

qu'international.

Il était à l'origine, avec un autre dignitaire religieux Said Hadi, de l'octroi de bourses à des étudiants comoriens pour enrichir leurs connaissances. Ils se sont investis dans cette mission en sillonnant plusieurs pays, notamment l'Arabie Saoudite et le Soudan, afin de préparer la relève.

Il est clair que Said Mohamed Abdouroihmane a eu un impact significatif sur les Comores, non seulement en tant que leader religieux, mais aussi en tant que figure marquante de l'histoire et de la culture comorienne."

Said-Ali SAID-MOHAMED
Spécialiste en Information et communication



Said Mohamed Abdouroihmane.



APPEL À PROJETS

Résilience des zones côtières
du Sud-Ouest de l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI), à travers son projet RECOS, lance un appel à projets régional destiné aux **acteurs non étatiques** (secteur privé, organisations de la société civile, etc.), aux **autorités locales** (villages, communes, régions, districts, etc.) et aux **instituts de recherche** (centres de recherche scientifique, universités, etc.) aux **Comores**, à **Madagascar**, à **Maurice** et aux **Seychelles**.

Dotée d'une **enveloppe globale de 1 million €**, cette initiative, soutenue par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), a pour objectif de **renforcer la résilience des populations et écosystèmes du Sud-Ouest de l'océan Indien**.

Cet appel à projets comprend 2 lots :

- **Lot 1 : "Gestion intégrée des zones côtières (GIZC)"**
- **Lot 2 : "Recherche et développement (R&D) sur la résilience des populations et des écosystèmes côtiers"**.

Sont éligibles les actions liées à la **gouvernance et la planification** des zones côtières, à l'**observation et la gestion du littoral**, à la **conservation et la restauration des écosystèmes marins et côtiers**, aux **aires marines protégées** et à l'**éducation à l'environnement** en zones côtières.

Candidature ouverte jusqu'au 4 décembre 2023 à 16h (GMT+4).

En savoir plus : www.commissionoceanindien.org/appel-a-projets-recos/



(+230) 402 61 00

RECOS@coi-IOC.org

Pharmacie de garde

Pharmacie El Bobah

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Secrétaire de rédaction

Toufé Maecha

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

Andjouza Abouheir

Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar

Riwad

A Bardraoui

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Hadidja Abdou

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Appel à candidature pour le recrutement d'un Coordonnateur du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 03 novembre 2023

1. Contexte :

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement de la Banque Mondiale d'un montant de **5 millions de dollars US** dans le cadre du renforcement de la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Coordonnateur de Projet.

2. Missions du Coordonnateur

La mission principale du Coordonnateur sera d'assurer la bonne gestion du projet. Il aura spécialement pour rôle :

(i) Appuyer le Ministère dans la mise en œuvre et gestion du Projet, en assurant la supervision et la gestion complète du projet, y compris technique, administrative et financière, volet passation des marchés du projet, et volet environnemental et sociale en veillant au respect des règles de gestion convenues avec la BM, et plus généralement à la conformité avec le document de projet et l'Accord de financement (AF) du Projet entre l'Etat et l'Association Internationale

de Développement (IDA) ;

(ii) Coordonner les structures impliquées dans la mise en œuvre des activités du Projet du PRRC ;

(iii) Assurer la coordination, le contrôle qualité et le suivi et évaluation des prestataires et contractuels (consultants individuels, cabinets/firmes, entreprises, fournisseurs etc.) du projet ;

(iv) Veiller à une utilisation efficace et rationnelle des ressources du Projet pour une bonne exécution des activités du Projet ;

(v) Créer et entretenir les conditions propices pour l'atteinte des objectifs de développement du Projet et ;

(vi) Veiller à la bonne préparation et exécution des travaux et de toutes les activités du Projet dans les règles de l'art et les délais et les procédures de la BM inscrites à l'AF.

Sous l'autorité du **Secrétaire Général du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres**, il sera chargé de la coordination stratégique, opérationnelle et technique de la mise en œuvre et de l'exécution du Projet tel que décrit dans les Termes de Référence du Personnel du Projet.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Coordonnateur, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste » BUREAU DATUH/Moroni -Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57, Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs: directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le coordonnateur du projet doit être un/e expert/e en en sciences sociales, gestion de projet, management, suivi et évaluation, le domaine des sciences environnementales ou équivalent. Il doit avoir au moins 8 ans d'expérience professionnelle générale dont :

(i) Au moins 5 ans d'expérience dans un poste de responsabilités de gestion, manager, coordination, gestion et suivi de projet et conduite d'une équipe pluridisciplinaire, dans le secteur public, en organisation gouvernementale, ou en organisation non-gouvernementale, ou dans le secteur privé, et

(ii) Au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la résilience climatique ou développement de projets similaires en termes d'opérations et/ou de coordination

(iii) Avoir géré avec un bilan réussi un programme/projet d'envergure nationale ou régionale ;

(iv) Avoir été impliqué à des projets financés par une institution financière internationale.

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de Coordonnateur du PRRC.**

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de l'Aménagement Du Territoire,
de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Appel à candidature pour le recrutement du Comptable du PROJET REGIONALE DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE AUX COMORES (PRRC)

Date : 03 Novembre 2023

1. Contexte:

L'Union des Comores a bénéficié d'un fonds d'investissement d'un montant de **5 millions de dollars US** de la Banque Mondiale afin de renforcer la résilience des populations vulnérables aux chocs climatiques dans les pays d'Afrique orientale et australe. Le Projet comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Gestion des risques climatiques et financement de la réponse aux urgences

Composante 2 : Investissements dans les infrastructures et leur gestion durable pour la résilience climatique

Composante 3 : Protection sociale adaptative pour des communautés résilientes.

Composante 4 : Gestion de projet

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence

Les objectifs du Projet Régional sont d'améliorer la gestion des impacts climatiques en rapport à l'eau en Afrique de l'Est et australe et, en cas de Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, d'y répondre rapidement et efficacement.

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de ce Projet d'une durée de 5 ans, date de mise en vigueur du Projet et selon les directives de la Banque mondiale, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et Transports Terrestres se propose d'utiliser une partie de ce financement, pour la mise en place de l'Unité de Gestion du projet pour recruter un Comptable.

2. Missions de Comptable

Sous la responsabilité du Coordonnateur et du RAF, le Comptable assure des tâches de tenue comptable, de paiement et productions des documents financiers :

* Assure la tenue à jour des journaux de trésorerie (banques ou caisses) ;

* Prépare les pièces d'entrées et de sorties de fonds des comptes bancaires ;

* Prépare les chèques, ordres de virement sur la base des pièces comptables conformes ;

* Prépare la liquidation des factures, décomptes et autres pièces de dépenses ;

* Prépare tous les états de paiement ;

* Participe aux travaux d'inventaires des biens ;

* Met à jour les fiches de suivi/registre des biens

* Met tous les documents comptables à la disposition des missions de vérifications (audits, supervisions, ...) ;

* Met en œuvre les recommandations de l'audit et de la supervision relatives à sa fonction.

Pour avoir les descriptions détaillées des tâches et responsabilités du Comptable, les candidats peuvent retirer les Termes de référence du Personnel de l'Unité de Gestion du Projet auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres / Manifestation d'intérêt N°2023/01/MATUAFTT-PFPRRC/Intitulé du poste » BUREAU DATUH/Moroni -Hadoudja/ Tél : 335 91 71 / 359 84 57, Ou envoyer un message à l'adresse mail suivant pour recevoir les TDRs: directiondatuh@gmail.com

3. Qualifications et expériences professionnelles

Le comptable du PRRC doit avoir au moins une licence ou BAC+3 options comptabilité gestion ou finance comptabilité. Avoir moins trois (03) ans d'expériences professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire, avec une bonne maîtrise des logiciels informatiques de bureautique et de Comptabilité.

4. Composition de dossiers de Candidature :

- * Curriculum vitae détaillé et coordonnées pour contact rapide
- * Lettre de motivation datée et signée
- * Extrait de casier judiciaire datant de moins de 3 mois
- * Copies certifiées de diplômes et des attestations
- * Copie de la carte d'identité biométrique
- * Certificat médical d'aptitude de moins de 3 mois
- * Certificats de travail
- * Noms, adresses, téléphones de 3 personnes références à contacter

5. Dépôt de dossier :

Les dossiers de candidatures doivent être remis au plus tard le **20/11/23 à 12 h00** auprès du « **Point Focal Principal du Projet PRRC** » Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres sis à Moroni-Hadoudja, sous plis fermé dans une enveloppe portant la Mention suivante : **Recrutement au poste de COMPTABLE.**